INTERVIEW : ALAIN LIPIETZ

« ENTRE LE MARCHÉ ET L'UTOPIE, LES VERTS INVENTENT LE TIERS SECTEUR »

Pour les Verts et les écologistes, le monde n'est pas réductible à la lutte de classes entre les fourriéristes et les partisans de l'économie de marché. Il faut prendre en compte des droits de l'homme inaliénables. Mais, pour l'écologiste de gauche Alain Lipietz, l'utopie libérale ne suffit pas. Il faut aussi [illegible] des Verts, c'est dompter [illegible] La question est [illegible] comment harmoniser les droits individuels [illegible] sans tomber dans un Etat policier [illegible] pour préserver la démocratie. À quelques jours des élections européennes, Alain Lipietz, tête de liste des Verts, et Daniel Cohn-Bendit, tête de liste pour *Chasse* de reprendre son patronat, [illegible] nouvelle façon de produire [illegible] qui prenne en compte les vrais besoins de l'homme.

***CHARLIE HEBDO* : On a eu l'impression qu'avec Cohn-Bendit les Verts revenaient libéraux ?**

ALAIN LIPIETZ : Mais non... Simplement, Dany a passé la majeure partie de sa vie en Allemagne. Pour lui, il y a une distinction entre libéralisme économique et libéralisme politique. Comme en anglais. C'est un problème de vocabulaire. Mais le problème a été résolu.

— Comment ?

On a ramé pendant trois semaines pour tenter d'expliquer aux gens ce qu'il voulait dire par « libéral ». Ensuite, on a ramé pendant trois semaines en lui disant : « arrête de le dire ». Et, finalement, il a arrêté de le dire !... *(Rire.)*

— Reste que Cohn-Bendit est vraiment libéral sur le plan économique.

— Non. Je pense qu'il est régulationniste.

— C'est-à-dire ?

— C'est-à-dire que, dans les cinq ans qui viennent, on sera toujours dans le capitalisme. Et que le problème, c'est donc de définir des procédures institutionnelles pour encadrer ce capitalisme, afin qu'il fonctionne au mieux pour la société et pour la planète.

— On est loin de l'utopie.

— C'est un problème de méthode. Au départ, je pose un certain nombre de valeurs : l'autonomie, l'autogestion, la solidarité. Etc. Je calcule ensuite ce dont on a vraiment besoin. Combien de temps il faut pour le faire, en éliminant toutes les techniques polluantes. Et j'obtiens : il suffit de travailler trois heures par jour pour que toute la planète vive confortablement. Ah, c'est l'utopie. Mais le vrai problème, c'est : comment y arriver ?

— Et ?...

— Et, pour cela, il faut d'abord réduire le temps de travail, renforcer la démocratie à travers l'entreprise, et développer un tiers secteur. Ces trois pas, on vous propose pour les cinq ans qui viennent. Ce n'est pas l'utopie. Mais si on est incapables de faire ces trois pas, je ne vois pas très bien comment on peut arriver à la société rêvée.

— Mais les Verts restent donc bien dans une logique de marché...

— Si on appelle marché le fait que des individus puissent entreprendre quelque chose sans savoir si ça va marcher, je pense que l'idée n'est pas conne. Je ne crois pas, hélas, à un système dans lequel tout le monde ferait un grand palabre le matin, pour savoir ce qu'il faut produire, puis se répartirait le boulot pour la journée — et le soir on fait la fête...

— C'est l'an 01...

— C'est l'an 01, c'est Marx aussi. Cette ambition, je crois que n'importe quel écologiste la partage. Seulement, on ne peut pas tout planifier. On a vu en URSS à quel point c'était une catastrophe — notamment pour l'environnement. Au moins, le système du profit élimine les conneries non rentables.

— En revanche, il multiplie les conneries au nom de la rentabilité.

— Juste. Il faut aussi éviter les conneries rentables. Éviter qu'un type réussisse parce qu'il a pu saboter la planète, sans avoir eu à en payer les frais. Et donc imposer des écotaxes. Éviter que le même type réussisse parce qu'il ne paye pas ses salariés. Et donc renforcer les normes sociales.

— Cela n'empêchera pas que, demain, on continuera à fabriquer des produits inutiles.

Cela fait longtemps que la gauche bute sur ce problème. Qu'elle se focalise sur les conditions de l'offre : comment produire plus, et modifier le partage des richesses. Mais qu'elle laisse le marché régler le problème de la demande. Avec le gaspillage que ça implique.

— Le problème, c'est que la modification des consommations ne relève pas de la loi : elle relève de l'évolution des consciences...

> - Bon, Cohn-Bendit a dû dire ça quand il ne pigeait rien à l'économie. Mais depuis, on lui a fait la leçon... -

— D'accord. Dans 2 500 ans, l'homme sera devenu bon. Mais en attendant, qu'est-ce qu'on gâche...

— En attendant, il y a déjà de nets progrès. Regarde ce qui se passe sur les produits transgéniques. Les Anglais ont commencé une campagne de boycott. Et ça marche.

— Le plus simple serait d'interdire les transgéniques...

— C'est — en partie — ce que les Verts ont obtenu en France. Mais nous ne sommes pas majoritaires au gouvernement.

Cela dit, on aura toujours ce problème de régulation, entre deux tentations extrêmes : le pur libéralisme et l'autoritarisme d'un État qui, au nom de la morale, aboutira au polpotisme.

Entre les deux, il n'y a qu'une solution : c'est que les gens deviennent vertueux. Mais, en attendant, on est obligé de naviguer à la pagaie entre le droit pour les militants de s'exprimer, le droit pour les entrepreneurs d'innover, et le droit pour l'État d'empêcher que ces innovations ne foutent la merde.

— Et pour rendre les gens vertueux ?

— Je reviens sur ce que tu disais : il y a effectivement, à gauche, une logique redistributrice, axée sur l'*offre* — on produit n'importe quoi et ensuite on veille à ce que chacun en ait un peu plus par an. C'est celle du socialisme du XX^e^ siècle. Une logique « éco-nomique » — au sens où « nomos », en grec, c'est la gestion. Ce n'est pas la logique de « l'éco-logie » du XXI^e^ siècle. Au sens où « logos », le discours, le débat, suppose un questionnement. Genre : « Est-ce que c'est malin de faire ce qu'on fait ? »

Et le moyen pour passer de l'économique à l'écologique — le moyen, donc, d'influer sur le consommateur et, plus généralement, sur le citoyen —, c'est de favoriser les structures où se forme le débat.

— Concrètement ?

— Cela veut dire qu'on encourage le tiers secteur. Les sociétés coopératives ouvrières de production, qui fonctionnent en autogestion. Les associations qui s'occupent des autres, des vieux, des mômes ou de l'environnement. Bref, tous les endroits où l'on produit, autrement, des biens et des services que le système classique juge non rentables.

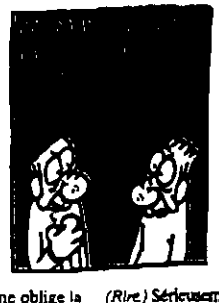
C'est ça, le mérite du tiers secteur. Ce n'est pas un système à la soviétique — puisque l'initiative vient des citoyens, et qu'elle se confronte à une demande. Mais ce n'est plus tout à fait le marché. Puisque le système oblige la collectivité à débattre, *a priori*, de ce qu'elle veut, et du prix qu'elle est prête à payer. C'est là qu'est la voie express vers l'utopie.

— Mais, dans un système de marché, le tiers secteur n'est pas rentable.

— Il peut le devenir. Si on le défiscalise, si on l'exempte de cotisations sociales. Ou si on verse à ces nouvelles entreprises, pour chaque emploi créé, ce qu'on verse aujourd'hui comme allocations chômage. C'est un des points essentiels que les Verts veulent imposer au Parlement européen.

— D'autres points ?

— Il faut peser sur la Banque centrale européenne. Choisir un taux d'intérêt, c'est choisir quasiment un mode de vie. C'est, par exemple, arbitrer entre des logements bioclimatiques, plus chers à construire, mais plus économiques dans le futur. Ou des logements en carton, que les pauvres se ruineront à chauffer au tout-électrique. Or rien, dans la définition de la Banque centrale européenne, ne dit : vous devez gérer le crédit en fonction d'un modèle de développement soutenable. Aux États-Unis, au moins, on doit gérer le crédit en fonction du plein emploi. En Europe, c'est en fonction d'un objectif de stabilité des prix.



— Cohn-Bendit s'est pourtant déclaré en faveur de l'indépendance de la Banque centrale...

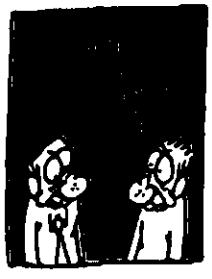
— Oui, à l'américaine.

— Franchement, cette nuance est passée inaperçue...

— (sourire) Bon, il a dû dire ça au début, quand il ne pigeait rien à l'économie. Mais, depuis, on lui a fait la leçon, et...

— Attention, c'est on the record !...

— C'est *on* ? Bon : je tiens à dire que Dany est adorable, qu'il a un cœur d'or. *(Rire.)* Sérieusement, modifier les statuts de la BCE est fondamental.



— Ensuite ?

— Ensuite, il faut que les pays européens s'engagent à réduire de 10 % le temps de travail effectif — dans les cinq ans à venir.

— Sinon ?

— Sinon, on fait la révolution. Et puis voilà ! *(Rire.)*

— Mais le Parlement n'a pas compétence sur ces sujets, aujourd'hui.

— C'est vrai. Mais le Parlement doit avoir le culot de refuser de voter le budget, si on lui refuse ce pouvoir.

— Vous alliez proposer un SMIC européen ?

— Pas un SMIC unique, non : les écarts sont encore trop grands. Actuellement, l'écart de coût salarial horaire moyen entre le Danemark et le Portugal varie de 1 à 5. Mais il faut que tous les salaires minima d'Europe se resserrent, dans une fourchette de 30 %, d'ici à la fin de la mandature.

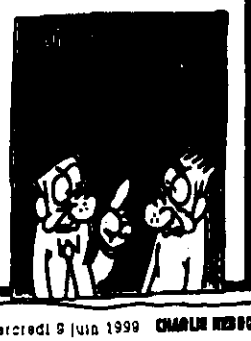
— C'est bien Cohn-Bendit, pourtant, qui a dit : « Je n'ai rien contre le fait que les jeunes travaillent en étant payés moins que le SMIC, pendant trois ou quatre ans. »

— C'est bien lui. Mais c'était encore un problème de décalage franco-allemand !

— Bon voyons...

— Je t'assure ! Quand on l'a engueulé, il nous a dit : « Mais, en Allemagne, c'est comme ça. Tu peux faire ton service sous forme d'un service civil, et tu gagnes un peu moins que le SMIC. » On lui a dit : « Tu es au courant que, bientôt, il n'y a plus de service militaire, ici ? » Et il a changé d'avis...

— Dis donc, vous en avez, des soucis, avec Dany...

— Nous avons des soucis... Mais c'est la faute à Marcellin, aussi ! S'il n'avait pas expulsé Cohn-Bendit de France, en 1968, on n'aurait pas ces problèmes de traduction, aujourd'hui !... *(Rire.)*

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS SAMI